

Formation-Education

Comment accompagner les plans structurants

• L'Aref de Marrakech réunit grandes écoles d'ingénieurs et de commerce et les étudiants

• Les besoins à moyen et court termes en RH décortiqués par un collège d'experts

PAS de mystère. Si l'on veut faire marcher les grands plans de développement engagés dans différents secteurs, il faut miser sur la formation et l'éducation. Seules des ressources humaines qualifiées peuvent être les moteurs de l'émergence du Maroc et malgré les failles du système (Voir notre analyse de notre cahier Compétences et RH, pages IV & V), il faudra trouver le moyen d'y parvenir. S'organiser et communiquer autour de



Le 2e forum régional d'éducation et de formation professionnelle a reçu un important vivier de profils venus s'informer sur les besoins des grands chantiers structurants du Maroc (Ph. Mokhtari)

Les plans structurants en chiffres

■ Plan Maroc Vert: L'agriculture contribue au PIB national à hauteur de 15% et génère près de 40% de l'emploi. Le PIB agricole, en hausse constante, se maintient au-dessus des 100 milliards de DH par an.

■ Émergence industrielle: Ce pacte coûte à l'Etat 12,4 milliards de DH, permet de créer quelque 220.000 emplois et doit générer, chaque année, 50 milliards de DH de plus de PIB, autant en investissements privés et 95 milliards de DH d'exportations en plus.

■ Plan Solaire: Ses objectifs tablent d'ici 2020 sur une capacité de production d'énergie solaire de 2.000 mégawatts pour un investissement de 9 milliards de dollars. 14% de la puissance électrique total installée au Maroc à cet horizon sera ainsi d'origine solaire.

■ Tourisme: 18 millions de touristes, c'est l'objectif de la Vision 2020 pour atteindre 150 milliards de DH de recettes touristiques par an. Pour ce faire, 100 milliards de DH d'investissements, 8 régions concernées pour à terme une capacité d'hébergement de 470.000 lits et la création d'1 million d'emplois.

gestion des ressources en eau, le big data qui incarne le nouvel or noir de l'économie numérique ou encore, le développement du secteur des télécommunications. En présence du ministre de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, Rachid Belmokhtar, ce colloque scientifique, organisé par l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (AREF) de Marrakech Tensift El Haouz, a permis de faire le point sur les besoins du pays à moyen et court termes et sur la demande et les attentes d'étudiants issus des grandes écoles d'État de commerce et d'ingénieurs. Ces dernières ont pu y

présenter leurs formations et carrières à une assistance venue nombreuse. Étaient présentes notamment, l'école Hassania des travaux publics de Casablanca et ses 6 filières, dont la principale en génie civil est plébiscitée face à un marché du travail très demandeur. L'Institut des Postes et Télécommunications, anciennement mono-filière, a pu communiquer sur une nouvelle option, en plein dans la tendance, en ingénierie des systèmes du Web, mobiles et décisionnels. En nouveauté également, l'établissement, qui envoie régulièrement ses étudiants à l'étranger, en reçoit à son tour, venus

de France et de Tunisie. Enfin, l'École Royale de l'Air qui propose un cycle de licence en aéronautique et un cycle ingénieur d'État. Tout élève, qui décroche les tests d'admission, signe un contrat d'une durée de 15 ans. Un riche vivier de profils venu s'informer des besoins socio-économiques, engendrés par le Plan Maroc Vert (PMV), les énergies renouvelables et le Plan Émergence Industrielle. Rappelons également le plan de relance à l'horizon 2020 du volet formation professionnelle qui table sur une meilleure visibilité aussi bien des entreprises que des opérateurs de formation. Car le développement de la formation professionnelle au Maroc reste entravé par les dysfonctionnements du dispositif de remboursement de la formation en cours d'emploi, par le manque de processus fiables de suivi et d'évaluation de la qualité des formations et par l'absence de dispositifs permettant l'identification des besoins en compétences. Une refonte de l'organisation et des processus de la formation professionnelle est donc prévue afin de disposer d'un système national flexible, ancré dans le milieu professionnel et répondant aux besoins d'évolution socio-économique du pays. Une vision qui nécessite la formation de 130.000 jeunes. □

Stéphanie JACOB

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

cette exigence est donc de mise. Le 2e forum régional d'éducation et de formation, tenu à Marrakech, a été l'occasion d'assister à une série de conférences, animées par des spécialistes. C'est ainsi que les éléments de base sur le secteur de l'énergie ont été exposés, tout comme la